

2. Quelle est la politique du gouvernement à l'égard de tels prêts?

3. Quels sont les prêts de ce genre consentis par le gouvernement depuis a) quinze ans b) dix ans, c) cinq ans?

4. Combien le gouvernement a-t-il récupéré sur chacun de ces prêts soit en achats de produits canadiens, soit en remboursements directs?

5. Le gouvernement a-t-il consenti des prêts non remboursables durant les mêmes périodes et, dans le cas de l'affirmative a) combien, b) à quels pays, c) à quelles dates, d) pour quels montants?

(Le document est déposé.)

• (2.30 p.m.)

DEMANDES DE DOCUMENTS

M. J. A. Jerome (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, le gouvernement accepte les avis de motion n^{os} 138 et 169.

L'ÉTUDE DU PROFESSEUR HARVEY LITHWICK

Motion n^o 138—**M. Gilbert:**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de l'étude sur les problèmes urbains au Canada, entreprise par le professeur Harvey Lithwick, pour le compte du ministre d'État chargé du logement et des affaires urbaines.

(La motion est adoptée.)

L'ÉTUDE PORTANT SUR LA POLITIQUE DU LOGEMENT OU LES PROBLÈMES URBAINS

Motion n^o 169—**M. Orlikow:**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de l'étude sur la politique relative au logement ou aux problèmes urbains effectuée au nom du ministre sans portefeuille responsable du logement, ou de toute autre étude traitant des aspects individuels des problèmes de logement ou des problèmes urbains, rédigée au cours de l'étude susmentionnée?

(La motion est adoptée.)

M. Jerome: Monsieur l'Orateur, auriez-vous l'obligeance de faire l'appel de la motion n^o 143?

LA CORRESPONDANCE RELATIVE À L'INDUSTRIE DE RÉPARATION DES VOITURES

Motion n^o 143—**M. Mather:**

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence la priant de faire déposer à la Chambre copie de toute la correspondance échangée en 1970 entre le ministre de la Consommation et des Corporations et les gouvernements provinciaux au sujet de l'industrie de réparation des voitures.

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, il y a eu échange de lettres entre les fonctionnaires de mon ministère et ceux de ministères provinciaux sous réserve que cet

[M. Caouette.]

échange de vues devait être considéré comme confidentiel. Il ne conviendrait donc pas de déposer cette correspondance.

M. Mather (Surrey): Monsieur l'Orateur, vu que je suis très heureux d'apprendre que le gouvernement va enfin s'occuper de l'industrie de réparation des voitures, je retire ma motion provisoirement.

M. l'Orateur: La motion est retirée.

(L'ordre est annulé et la motion retirée.)

QUESTIONS ORALES

L'IMPÔT SUR LE REVENU

LA DÉCLARATION DU MINISTRE DES FINANCES AU SUJET DU LIVRE BLANC SUR LA RÉFORME FISCALE—LES NOUVELLES PROPOSITIONS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre des Finances. Je suis heureux de voir qu'il n'a pas disparu comme son Livre blanc. Maintenant qu'il a annoncé la mise au rancart de son Livre blanc sur la réforme fiscale en tant que fondement la législation fiscale, aux cris de joie d'une grande foule, pourrait-il se prononcer prochainement sur la nature des nouvelles réformes fiscales envisagées?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Depuis un an, j'ai répété plus de cent fois au moins, je pense, dont maintes fois à la Chambre, que le Livre blanc sur la réforme fiscale se voulait un document devant servir de base à la discussion.

M. Baldwin: Vous voulez dire un monstre.

L'hon. M. Benson: J'ai tenté de persuader mes honorables amis que c'est de cela qu'il s'agissait et que nous prêterions une oreille attentive aux instances. Nous avons reçu un bon nombre de mémoires d'un peu partout au pays, d'institutions financières et des provinces. Nous avons reçu un rapport du Sénat et un autre d'un comité de la Chambre des communes. Le seul milieu qui ne nous ait pas fait parvenir de suggestions utiles est l'opposition.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Benson: Maintenant, mon honorable ami a parcouru le pays, et s'est attaqué à des moulins à vent...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, peut-être le ministre cherchait-il simplement à se faire applaudir. Après avoir affirmé que le Livre blanc ne servira pas de base à ses propositions fiscales, nous dirait-il si les mesures fiscales qu'il présentera auront l'envergure des propositions du Livre blanc, ou devons-nous nous attendre à des lois fiscales de portée beaucoup plus restreinte?